Les Amis de la Terre France

N°323 DÉCEMBRE 2023 DEPUIS 1971a

ÉDITO

PAR MARIE CHOUZY, VICE-PRÉSIDENTE DES AMIS DE LA TERRE FRANCE

Fermeture des centrales à charbon déjà annoncée puis reportée, annonces de mesuretes sectorielles, déclarations d'intérêt vues et titrées sur une écologie « à la française, compatible avec le modèle productif » : le 25 septembre dernier, Emmanuel Macron faisait bien la liste des mauvaises nouvelles sur sa planification écologique.

Le résultat marque, dans la continuité du premier quinquennat, un décalage abyssal entre les ambitions affichées et les actions prévues, le refus d'assumer un rôle de pilotage de l'État, une vision oxymorique d'une écologie « croissance compatible » et une considération de la justice sociale qui n'est qu'incantatoire.

Face à leur système, nous ne nous résignons pas. Un travail d'analyse y a été réalisé pour penser la construction concrète des sociétés soutenables, en mobilisant la notion d'espace écologique.

Dans les mois à venir, nos mobilisations seront nombreuses. Nous agirons notamment pour une loi d'orientation Agricole juste. Pour remédier à l'hécatombe agricole que nous vivons – chaque jour, 21 emplois agricoles sont supprimés ; à la rapacité des agroalimentaires multinationales, et garantir un accès à la terre aux paysannes, il faut d'urgence limiter la surface des terres agricoles qu'une même personne peut contrôler.

Mobiliser, résister, transformer… Tout cela est possible grâce à vous. Merci pour votre adhésion, votre soutien, votre engagement et votre soutien de tous les jours. Bonne lecture ! •

EN CHIFFRES

5 ans

C'est le retard pris par Macron pour fermer les centrales à charbon en France.

PAR JULIETTE BERAUD / LES AMIS DE LA TERRE FRANCE

1240

C'est le nombre d'étudiant·es qui se sont engagé·es publiquement à ne pas travailler pour la banque la plus polluante de France.

310 hectares

C'est la surface de terres agricoles qui seront bétonnées pour prolonger l'autoroute A69 entre Castres et Toulouse.

DU CÔTÉ INTERNATIONAL

AU MOZAMBIQUE, LES PROJETS DE TOTAL SÈMENT LE CHAOS

© Christophe Sales

En 2019, Total a repris le méga-projet gazier offshore Mozambique LNG, une véritable bombe climatique dans un des pays les plus touchés par le changement climatique, et dans une zone d'importance mondiale pour la biodiversité. Depuis plusieurs années, Justica Ambiental (JA ! / Les Amis de la Terre Mozambique) et les Amis de la Terre France alertent sur les dangers de ce projet, qui implique aussi de nombreuses violations des droits humains, dans la région de Cabo Delgado en proie à un conflit armé.

En mars 2021, une des pires attaques terroristes jamais enregistrées a tué le mort d'au moins 1200 civils à Palma dans la zone du projet gazier. Suite à cela, Total a décidé la force majeure, suspendant les activités. Alors que la situation sur le terrain est toujours dramatique, la multinationale a annoncé vouloir relancer son projet d'ici la fin de l'année.

En octobre, des représentant·es de JA ! sont venu·es à Paris, pour rencontrer des décideurs politiques et des journalistes, afin de dénoncer les défaillances de Total face aux violations des droits humains liées à son projet, et son manque de prise en compte du conflit armé. Le 1er novembre, les organisations du monde entier ont adressé une lettre aux 28 institutions financières publiques et privées qui soutiennent le projet gazier de Total, leur demandant clairement de s'en retirer. Pour JA !, les Amis de la Terre France et leurs partenaires internationaux, une chose est sûre : ce projet ne doit en aucun cas être relancé. •

DU CÔTÉ DES GROUPES LOCAUX

© Benoît Bennier

PAR JULIEN GRUSK / LES AMIS DE LA TERRE FRANCE

Retour sur la Coordination Nationale des Groupes Locaux

Les 3, 4 et 5 novembre derniers, les groupes locaux de la fédération se sont réunis à Marseille, aux Bes du Rouet. Au programme : discussions sur les orientations stratégiques des Amis de la Terre, échanges sur les grandes thématiques de lutte des groupes locaux et ateliers divers. Des énergies renouvelables aux grands projets inutiles imposés, en passant par l'artificialisation des terres et le nucléaire, de nombreux sujets ont été abordés durant ces trois jours riches en échanges. Un point en particulier s'essentiel tous les groupes présents : la nécessité de faire vivre le projet des sociétés soutenables.

Ce week-end de Coordination Nationale des Groupes Locaux, temps fort annuel de la vie démocratique de la fédération, a permis aux groupes de mettre en commun leurs problématiques et difficultés, mais aux les coulisses de leurs victoires et leurs outils pour recruter de nouveaux bénévoles. Ce week-end a permis aux 33 participant·es de recréer du lien et solidifier le réseau des luttes locales, ciment de notre fédération. •

L'ACTU DU TRIMESTRE

PAR SARAH CHAMPIONS / LES AMIS DE LA TERRE FRANCE

ÉNERGIES FOSSILES

DANS NOS ASSIETTES : La face cachée des engrais

On le sait, les engrais de synthèse ont des conséquences dévastatrices sur le climat et la biodiversité, notamment lors de leur utilisation sur les sols, une phase extrêmement émettrice de protoxyde d'azote, un gaz près de 300 fois plus réchauffant que le CO2. En revanche, le grand public est moins au fait de la dépendance aux énergies fossides de la quasi-totalité des engrais. Et pour cause : l'agro-industrie use et abuse de diverses techniques de greenwashing pour dissimuler cette vérité.

Alors que l'inflation alimentaire n'en finit pas et plonge des dizaines de milliers de ménages dans la précarité, les Amis de la Terre France ont publié un nouveau rapport qui révèle au grand jour les multiples coûts cachés des engrais de synthèse.

Parler engrais, c'est pointer du doigt un complexe agro-industriel dont la résilience laisse triplement à désirer. Du point de vue énergétique d'abord, car au moment même où l'urgence à sortir des énergies fossiles paraît peu à peu à se frayer un chemin dans les discours de nos dirigeants, la production et l'utilisation d'engrais fossiles se poursuivent à un niveau largement inadéquat. Du point de vue géopolitique ensuite, car, la guerre en Ukraine l'a tristement démontré, la France et l'Europe sont particulièrement dépendantes de la Russie, de la Biélorussie et de l'Ukraine pour la fabrication de leurs engrais. Du point de vue social et économique enfin, puisque l'inflation alimentaire est aggravée par les marges des multinationales de l'agro-industrie, et absorbée tant bien que mal par la puissance publique, engendrant de ce fait un nouveau mécanisme de « privatisation des bénéfices versus socialisation des pertes ». A l'Etat d'assumer les coûts, de l'inflation, pendant que les gérants de l'industrie en profitent, car la doxa libérale veut que les mécanismes de régulation du marché soient hors-jeu.

Mais alors, considérant ces multiples dommages, comment se fait-il que nos gouvernants continuent de subventionner massivement ce système délétère ? Une partie de la réponse réside dans la promotion par les industriels de la soi-disant « décarbonation » de leurs engrais, à base d'hydrogène plus vert (mais la palette de nuances est large, mais le problème est toujours le même), de captation et stockage du carbone (mais attention, vous ne mécaniques de « compensation carbone ». En réalité, toutes ces solutions n'en sont pas et sont hautement spéculatives et très industrielles, qui y voient une manière rentable de poursuivre leur business-as-usual tout en verdissant leur image auprès des citoyen·nes.

Pour arrêter de subventionner un système mortifère pour les écosystèmes et la population humaine, encore faut-il proposer et soutenir des alternatives viables, qui assurent la souveraineté alimentaire et l'autonomie paysanne, tout en protégeant la biodiversité et en restaurant la qualité de l'air, de l'eau et des sols. C'est tout l'objet de ce nouveau rapport, qui met l'accent sur l'urgence pour les pouvoirs publics d'orienter les politiques agricoles vers le soutien à l'agroécologie paysanne, seule voie à même de répondre à l'ensemble de ces défis. •

LE DOSSIER

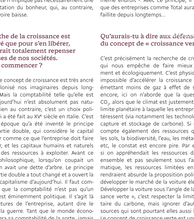
PAR MAUDE GAUTZ / LES AMIS DE LA TERRE FRANCE

CRISE ÉCONOMIQUE ET DESTRUCTION DU VIVANT, DEUX FACES D'UNE MÊME PIÈCE

LE SAVIEZ-VOUS ?

60 % DES CADRES ESTIMENT QUE L'URGENCE CLIMATIQUE DOIT NOUS AMENER À ALLER VERS UNE TRANSITION VOIRE UNE BAISSE DES RICHESSES PRODUITES.

LA DÉCROISSANCE, condition de la transition



HALTE À LA CROISSANCE

L'obsession pour la croissance constitue une prison idéologique qui empêche nos sociétés de passer à l'action et de transitionner vers des sociétés soutenables. Le système actuel génère de la surproduction, qui engendre des profits considérables au sein des plus riches. Depuis 1990, les politiques publiques consistent à permettre la société de consommation, conséquence du modèle de surproduction.

Toute nouvelle croissance, même soi-disant « verte », de nos activités économiques génère inévitablement des pollutions supplémentaires et aggrave les injustices sociales. Notre système actuel est toxicomane, et cherche à tout prix à créer de l'agitation économique pour accroître le PIB. La recherche de cette croissance économique est un dogme qui agit sur nous comme une empirique. Changer de système, c'est se libérer de cette empirique, mais c'est aussi libérer nos mentalités.

LA DÉCROISSANCE N'EST PAS LA FIN

Notre fédération est pionnière de l'écologie politique, mais elle est aussi une des rares ONG à affirmer son adhésion à la décroissance comme moyen indispensable pour renverser le système actuel et aller vers plus de justice environnementale. Notre manifeste l'affirme : « La décroissance est une condition de la transition ». En effet, la seule voie possible est celle qui concrétise le « moins, c'est mieux », en veillant à une plus juste répartition des richesses. C'est à tout le sens des campagnes des Amis de la Terre : en finir avec la surproduction, l'impunité des multinationales et les profits d'énergies fossiles qui menacent notre avenir sur Terre, agir pour un meilleur partage des richesses, des terres, de l'emploi, de l'énergie, et mobiliser les leviers de transformation de la société •

Peux-tu nous présenter Alter Kapitae ?

J'ai co-fondé Alter Kapitae à l'automne 2021, dans le but de mêler pour la décroissance. En organisant des conférences, j'ai pu constater, lorsque j'abordais les sujets radicales que sont les idées de la décroissance (anticapitalisme, redéfinition du commun, nouveau rapport au travail, démantèlement d'une partie des activités…) avaient des cercles militants et universitaires, et auprès du monde politique et économique. Aujourd'hui, la sphère institutionnelle perçoit encore majoritairement le concept de décroissance comme étant une lubie de quelques hippies, alors qu'au contraire, c'est une vraie alternative crédible – et nécessaire – au modèle capitaliste.

Chez Alter Kapitae, on cherche à montrer qu'il est primordial de sortir de la croyance de croissance économique, du productivisme, mais aussi de la vision consumériste du bonheur et du techno-solutionnisme. Il nous apparaît aussi indispensable de faire émerger une nouvelle conception du bonheur et de nouveaux indicateurs (liés à la jouissance, pour que le PIB ne soit plus l'alpha et l'oméga de la santé d'une économie). Par ailleurs, le rétot de la décroissance ne pourra être juste et acceptable que si les leviers des logistes et sociales convergent, impliquant de faire de la transition sociale et de la redistribution des richesses. Enfin, une société décroissante doit encourager l'activisme citoyen et la gestion territoriale d'un certain nombre d'activités - par exemple, la démarchandisation des services de soins pour les personnes âgées évitera des derives telles que le scandale d'Orpea.

Quelle est le fondement théorique de la décroissance ?

On ne peut pas parler de décroissance sans parler du paradoxe d'Easterlin. Richard Easterlin a démontré en observant qu'au-delà, un certain seuil de croissance et de développement d'un pays (accès à l'éducation, à des services de santé, etc), il y a une décorrélation entre l'augmentation du PIB et le bonheur individuel déclaré par les individus. Autrement dit, une fois un certain nombre de fondamentaux sociaux acquis, une croissance l'emporte sur l'impliqué pas nécessairement une augmentation du bonheur, qui, au contraire, stagne voire baisse.

Le mythe de la croissance est si ancré que pour s'en libérer, il faudrait totalement repenser les bases de nos sociétés. Par où commencer ?

Certes, le concept de croissance est très ancré et a colonisé nos imaginaires depuis longtemps. Mais la comptabilité telle qu'elle est faite aujourd'hui n'est absolument pas naturelle ! Bien au contraire, elle est une chose politique qui a été fait au XV siècle en Italie. C'est à cette époque qu'a été inventé le principe de la partie double, qui considère le capital financier comme un pays l'entreprise doit faire fructifier, et les capitaux humains et naturels comme des ressources à exploiter. Avant ce virage philosophique, lorsqu'on coupait un arbre, on avait une dette d'arbre. Le principe de la partie double a tout changé et a ouvert la voie au capitalisme d'aujourd'hui. Il faut comprendre que la comptabilité n'est pas qu'un outil, c'est éminemment politique. Il s'agit là des écritures de l'entreprise, autant dire le nerf de la guerre. Tant que le monde économique fera sa comptabilité de la sorte, jamais il ne pourra agir pour le vivant car ce n'est tout simplement pas dans sa de l'ADN.

Qu'aurais-tu à dire aux défenseurs du concept de « croissance verte » ?

C'est précisément la recherche de croissance qui nous empêche de faire mieux socialement et écologiquement. C'est physiquement impossible d'accélérer la croissance tout en émettant moins de gaz à effet de serre. Et encore, ici on ralentit que la question du CO2, alors que le climat est justement la seule limite planétaire à laquelle nous nous heurtons. Mettessent (ou notamment les technologies de capture et stockage de carbone). Si on tient compte également des ressources que sont les sols, la biodiversité, les métaux rares, etc, le constat est encore pire. Par exemple, si on appréhendait les ressources dans leur ensemble et pas seulement sous l'angle climatique, les ressources limites en titane rendraient absurde la proposition politique de développer le marché de la voiture électrique. Développer la voiture sous l'angle de la « croissance verte », c'est respecter la limite planétaire du carbone, mais ignorer d'autres ressources qui sont pourtant elles aussi limites. Le concept de croissance verte est une vue de l'esprit. Une fois que l'on comprend qu'il y a une incompatibilité entre la trajectoire du PIB et le respect des limites planétaires, la décroissance apparaît comme étant la seule issue.

Où en est-on de la trajectoire vers la décroissance ? Et-ce qu'collectivement, la société va dans la bonne direction ?

Malheureusement, on est déjà en décroissance, au sens où le dépassement des limites planétaires ne nous permet plus de croître. En revanche, pollutionnement, tout est encore axé autour du concept de croissance. Deux solutions s'offrent à nous : soit on s'accroche à la vision macroniste néolibérale de la croissance qui va subira une récession de plein fouet, soit on opte pour la décroissance et on anticipe la baisse du PIB, en veillant à répartir les richesses et en réfléchissant à ce qui est vraiment essentiel, dans un cadre de ressources naturelles limites.

Aujourd'hui, il est clair pour tout le monde que la crise climatique est un paradigme à opérer. Avec l'aggravation des crises sociale et écologique, le modèle néolibéral n'a jamais été autant confronté à ses limites. Les discours autour de la soûrdité et de la décroissance intègrent progressivement les sphères institutionnelles. Même si le gouvernement d'Emmanuel Macron a fait de la décroissance un ennemi politique, le simple fait de nommer le concept est déjà une victoire en soi car ça le fait exister, ce n'est plus un imperial. Aujourd'hui, où les cadres estiment que l'urgence climatique doit nous inciter à aller vers une stagnation voire une baisse des richesses produites, c'est un signal fort qui montre que la bataille des idées est gagnée. Reste maintenant à gagner la bataille politique et la bataille des intérêts privés. •

PAR DIDIER GRUSK / LES AMIS DE LA TERRE FRANCE

Interview Gabriel Malek, président d'Alter Kapitae

Co-fondateur de l'association Alter Kapitae, Gabriel Malek est une figure montante des défenseurs de la décroissance. Paradoxe d'Easterlin, dette écologique, arnaque de la "croissance verte"... C'est à Paris que nous avons rencontré Gabriel, pour échanger sur sa vision d'une décroissance socialement juste.

INTERVIEW PAR JULIA GRUSK / LES AMIS DE LA TERRE FRANCE

Thomas, maraîcher bio

Quand l'accaparement des terres agricoles devient réalité

PAR JOSEPH D'HALLUIN / LES AMIS DE LA TERRE FRANCE

EN QUOI CONSISTE TON PROJET D'INSTALLATION EN AGRICULTURE ?

Avec ma compagne et des amis, on a un projet d'habitat partagé dans la Drôme. On cherche une grande maison avec du terrain (20 ha) sur lequel on pourrait chacun pratiquer notre activité : maraîchage bio, atelier d'bénéviste, cours d'équitation. Ce qu'on cherche est très difficile à trouver, donc après plusieurs espoirs déçus, on a du abandonner ce projet qui nous prenait trop d'énergie.

COMMENT LE PHÉNOMÈNE D'ACCAPAREMENT DES TERRES SE MANIFESTE-T-IL CONCRÈTEMENT ?

Ce sont les plus gros agriculteurs qui ont de l'argent, donc ce sont eux qui achètent les terres. Lorsque les petits paysans veulent acheter, ils doivent passer par la banque, et le temps de faire toutes les démarches, le terrain est déjà vendu. Souvent, un agriculteur possède déjà plus de 100 hectares mais cherche à les diviser pour diviser les parts entre les membres de sa famille, donc sur le papier il en a beaucoup moins et la SAFER autorise la vente. Il y a toujours un moyen de contourner la loi.

EST-CE QUE LA SAFER VOUS ACCOMPAGNE DANS VOTRE PROJET D'ACHAT ?

Moins on est proches de la SAFER, mieux on se porte. La politique n'est pas la même selon les régions, donc ça dépend sur quelle SAFER on tombe. Mais globalement, parler de notre projet d'achat à la SAFER est un pain risqué, car une fois qu'elle a connaissance des terres en vente, elle risquerait de s'intéresser au terrain pour l'acheter elle-même, ou bien parler de l'opportunité à d'autres agriculteurs. Jusqu'ici, on n'a pas vraiment été aidés par la SAFER, donc on cherche plutôt à se débrouiller seuls.

POUR TOI, QUELLES SERAIENT LES PISTES DE SOLUTIONS ?

Aujourd'hui, le problème est qu'il y a des terres disponibles, mais à des prix exorbitants. Les prix s'envolent, à cause des plus riches qui peuvent payer cash. Une piste pour y remédier pourrait être de voter une loi permettant de taxer les résidences secondaires.

POUR EN SAVOIR PLUS : bit.ly/JQHTVsL

DU CÔTÉ DES ALTERNATIVES

PAR MARIE LEFEBVRE / ÉTUDIANT·E CENTRALE SUPÉLEC

EN BREF

DU CÔTÉ DE LA RÉSISTANCE

PAR MARIE LEFEBVRE / ÉTUDIANT·E CENTRALE SUPÉLEC

En bien avec les associations de l'Affaire BNP, des étudiant·es de grandes écoles et universités françaises ont publié une tribune le 15 novembre, pour souligner leur désaccord pour le groupe bancaire financés ci-celui-ci ne retirait pas ses soutiens financiers aux énergies fossiles. Venant d'une école d'ingénieur·es, je l'ai signé. Avec un rôle plus discret, et moins ouvertement critiquable que les majors pétrolières, les banques ont une grande responsabilité dans le développement des projets extractifs. Peu savent que BNP Paribas était la première banque mondiale du financement des énergies fossiles entre 2014 et 2022. Face à un recrutement faisant minoriser une France verte, éthique et durable, beaucoup d'étudiants se laissent séduire et rejoignent le secteur bancaire, espérant impulser une transition « de l'intérieur ». Je ne suis pas une potentielle recrue de BNP Paribas, quel que soit son modèle économique, mais beaucoup autour de moi le sont. Je signe cette tribune pour mettre en lumière l'implication de BNP dans le développement des énergies fossiles. Je signe pour faire réagir sur que les choix d'investissement compromettent la viabilité de notre vie sur Terre. Je signe pour que d'autres s'impliquent me signature, et mettent BNP Paribas devant un contact clair : il ne sera plus possible de recruter les étudiant·es sensibles à la crise climatique, et à la nécessité à l'emploi entend bien prendre de l'ampleur tant que rien ne changera. •

POUR EN SAVOIR PLUS : bit.ly/3R7ZeBR

LA BALEINE

LE COURRIER DE LA BALEINE
N°313 / DÉCEMBRE 2023

Les Amis de la Terre : 20 rue de Lappe 75011 PARIS
Tél. : 01 40 41 32 22
MONDONI, 47 avenue Pasteur 93100 Montreuil

France@lesamisdelaterre.org
www.amisdelaterre.org

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Khaled Gaïg

RÉDACTEURS ET RÉDACTRICES
Marie Cohuet, Vice-Présidente des Amis de la Terre France ; Juliette Renaud, des Amis de la Terre France ; Didier Grusk, des Amis de la Terre France ; Sarah Champagne, des Amis de la Terre France ; Khaled Gaïg, des Amis de la Terre France ; Joseph D'Halluin, des Amis de la Terre France ; Hermès Courtevic, Centrale Supélec.

COORDINATION DE LA PUBLICATION
Julia Orain
julia.orain@amisdelaterre.org

GRAPHISME ET MAQUETTE
Zélès Mauger
mauger.zeles@gmail.com

IMPRESSION & ROUTAGE
Nautilus SuperWhite Silex FSC
Recyclé 100 % 100 g/m²

GEM SERVICES •
contact@gemservices.fr

Ouï, je soutiens les actions des Amis de la Terre !

FAIRE UN DON

Les Amis de la Terre France